

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 97 — 2560

[S - C - 97/03559]

17 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté royal rendant le régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 applicable au personnel du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, notamment l'article 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 10 juin 1985 et 5 juillet 1990;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, tel qu'il était libellé avant son abrogation partielle par le décret de la Région wallonne du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu le décret de la Communauté française du 15 octobre 1991 relatif au régime de pensions des membres du personnel de certains établissements ou entreprises de la Communauté française, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 1997 autorisant le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées à participer au régime de pensions instauré par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le régime de pensions instauré par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, est applicable aux membres du personnel du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1991.

Art. 3. Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 septembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 97 — 2560

[S - C - 97/03559]

17 SEPTEMBER 1997. — Koninklijk besluit waarbij de pensioenregeling ingesteld bij de wet van 28 april 1958 toepasselijk wordt verklaard op het personeel van het "Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées" (Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 10 juni 1985 en 5 juli 1990;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, zoals dit luidde vóór het gedeeltelijk werd opgeheven door het decreet van het Waalse Gewest van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 betreffende de pensioenregeling van de personeelsleden van sommige instellingen of ondernemingen van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 1997 waarbij het "Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées" (Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces) ertoe gemachtigd wordt de pensioenregeling ingesteld bij de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, op zijn personeel toepasselijk te maken;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De pensioenregeling ingesteld bij de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden is van toepassing op de personeelsleden van het "Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées" (Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces).

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 3. Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 september 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
COLLA

F. 97 — 2561

[C - 97/03603]

11 OCTOBRE 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 31 octobre 1991 relatif au prospectus à publier en cas d'émission publique de titres et valeurs

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, notamment l'article 29bis y inséré par la loi du 9 mars 1989;

Vu l'avis de la Commission bancaire et financière;

N. 97 — 2561

[C - 97/3603]

11 OKTOBER 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 oktober 1991 over het prospectus dat moet worden gepubliceerd bij openbare uitgifte van effecten en waarden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, inzonderheid op artikel 29bis, ingevoegd door de wet van 9 maart 1989;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank- en Financie-
wezen;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de lever d'urgence toute ambiguïté concernant la réglementation, afin de soumettre sans équivoque le second marché et le nouveau marché de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles aux dispositions de l'arrêté royal du 31 octobre 1991;

Considérant qu'en cas de demande d'admission à la négociation sur un marché secondaire belge accessible au public, autre que le premier marché d'une bourse de valeurs mobilières, d'instruments financiers déjà admis à la négociation sur un marché étranger, de fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, il convient de préciser les exigences relatives à l'information du public et aux compétences de la Commission bancaire et financière en la matière; que cette précision doit être faite d'urgence, afin de mettre fin aux difficultés d'interprétation des textes réglementaires actuellement en vigueur et, partant, à une insécurité juridique qui est de nature à compromettre le rôle de Bruxelles comme centre financier international;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 2°, a) de l'arrêté royal du 31 octobre 1991 relatif au prospectus à publier en cas d'émission publique de titres et valeurs, est remplacé par la disposition suivante :

« a) des inscriptions au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières belge visées par l'arrêté royal du 18 septembre 1990 relatif au prospectus à publier pour l'inscription de valeurs mobilières au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières; ».

Art. 2. A l'article 8, 1° du même arrêté :

1° les mots "d'une demande d'admission à la cote d'une bourse de valeurs mobilières belge" sont remplacés par les mots "d'une demande d'inscription au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières belge";

2° les mots "pour l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de fonds publics et de change du Royaume" sont remplacés par les mots "pour l'inscription de valeurs mobilières au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières".

Art. 3. L'article 10 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« La Commission bancaire et financière peut également accorder une dispense partielle ou totale de l'obligation de publier le prospectus en cas d'admission d'instruments financiers à la négociation sur un marché secondaire belge accessible au public, autre que le premier marché d'une bourse de valeurs mobilières, à condition que ces instruments financiers soient déjà admis à la négociation sur un marché étranger, de fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, depuis un an au moins avant la date de la demande d'admission à la négociation au marché belge concerné et pour autant que ces instruments financiers ne fassent pas en même temps l'objet d'une autre opération dont la Commission bancaire et financière doit également être avisée aux termes de l'article 26 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs. A la demande du marché secondaire belge concerné, la Commission bancaire et financière peut également accorder une telle dispense partielle ou totale lorsque les instruments financiers concernés sont admis depuis moins d'un an à la négociation sur le marché étranger.

La Commission bancaire et financière ne peut accorder une dispense partielle ou totale de l'obligation de publier un prospectus dans le cas visé à l'alinéa 2 que lorsque :

1° les obligations en matière d'information et d'admission qui sont imposées aux émetteurs sur le marché étranger sur lequel les instruments financiers sont admis à la négociation, sont équivalentes à celles qui sont applicables sur le marché secondaire belge;

2° les autorités compétentes étrangères de l'Etat ou des Etats où les instruments financiers sont admis à la négociation sur un marché ont, à la satisfaction de la Commission bancaire et financière, confirmé que l'émetteur respecte toutes les obligations qui lui incombent en matière

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk een ambiguïteit in de regelgeving moet worden opgeheven, teneinde op ondubbelzinnige wijze de tweede markt en de nieuwe markt van de Brusselse Effectenbeurs te onderwerpen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 31 oktober 1991;

Overwegende dat bij verzoek om toelating van financiële instrumenten die reeds tot de verhandeling op een buitenlandse regelmatig werkende, erkende en voor het publiek toegankelijke markt zijn toegelaten, tot de verhandeling op een voor het publiek toegankelijke Belgische secundaire markt die niet de eerste markt van een effectenbeurs is, de vereisten inzake de informatieverstrekking aan het publiek en de desbetreffende bevoegdheden van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, nauwkeuriger moeten worden omschreven; dat die nauwkeuriger omschrijving dringend is, om een einde te maken aan de interpretatieproblemen met de thans geldende reglementaire teksten en derhalve ook aan een rechtsonzekerheid die de rol van Brussel als internationaal financieel centrum in het gedrang kan brengen;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1, 2°, a) van het koninklijk besluit van 31 oktober 1991 over het prospectus dat moet worden gepubliceerd bij openbare uitgifte van effecten en waarden, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« a) de opnemingen in de eerste markt van een belgische effectenbeurs, beoogd door het koninklijk besluit van 18 september 1990 over het prospectus dat moet worden gepubliceerd voor de opneming van effecten in de eerste markt van een effectenbeurs; ».

Art. 2. In artikel 8, 1° van hetzelfde besluit :

1° worden de woorden "een aanvraag wordt ingediend voor toelating tot de notering aan een belgische effectenbeurs" vervangen door de woorden "een aanvraag wordt ingediend tot opneming in de eerste markt van een Belgische effectenbeurs";

2° worden de woorden "voor de toelating van effecten tot de officiële notering aan een openbare fondsen- en wisselbeurs van het Rijk" vervangen door de woorden "voor de opneming van effecten in de eerste markt van een effectenbeurs".

Art. 3. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

« De Commissie voor het Bank- en Financieuzen kan eveneens een gedeeltelijke of volledige ontheffing verlenen van de verplichting tot het publiceren van een prospectus bij toelating van financiële instrumenten tot de verhandeling op een voor het publiek toegankelijke Belgische secundaire markt die niet de eerste markt van een effectenbeurs is, op voorwaarde dat die financiële instrumenten reeds zijn toegelaten tot de verhandeling op een buitenlandse regelmatig werkende, erkende en voor het publiek toegankelijke markt sedert minstens één jaar vóór de datum van het verzoek tot toelating op de betrokken Belgische markt en voor zover met betrekking tot die financiële instrumenten geen andere verrichting wordt uitgevoerd waarvan eveneens kennis moet worden gegeven aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen conform artikel 26 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten. Op verzoek van de betrokken Belgische secundaire markt, kan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen zo'n gedeeltelijke of volledige ontheffing ook verlenen wanneer de betrokken financiële instrumenten sinds minder dan een jaar zijn toegelaten tot de verhandeling op de buitenlandse markt.

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen kan in het geval als bedoeld in het tweede lid slechts een gedeeltelijke of volledige ontheffing verlenen van de verplichting tot het publiceren van een prospectus wanneer :

1° de verplichtingen inzake informatieverstrekking en toelating die gelden voor de uitgevende instellingen op de buitenlandse markt waarop de financiële instrumenten tot de verhandeling zijn toegelaten, gelijkwaardig zijn met de geldende verplichtingen op de Belgische secundaire markt;

2° de bevoegde buitenlandse autoriteiten van de Staat of de Staten waar de financiële instrumenten tot de verhandeling op een markt zijn toegelaten, volgens de Commissie voor het Bank- en Financieuzen genoegzaam hebben bevestigd dat de uitgevende instelling voldoet aan

d'information et d'admission à la négociation;

3° l'ensemble des informations suivantes est transmis au préalable à la Commission bancaire et financière :

a) les derniers comptes consolidés contrôlés et, à défaut, les derniers comptes annuels contrôlés et les divers rapports et commentaires qui les accompagnent;

b) s'il a déjà été publié, le dernier rapport semestriel ou trimestriel pour l'exercice en cours;

c) tout prospectus ou document équivalent publié par l'émetteur dans les douze mois précédant la demande d'admission à la négociation en Belgique;

d) un document contenant les renseignements suivants lorsqu'ils ne figurent pas dans les documents visés aux points a), b) et c) :

— la déclaration que l'admission à la négociation sur un marché secondaire belge accessible au public, autre que le premier marché d'une bourse de valeurs mobilières, a été demandée;

— la mention du marché secondaire sur lequel l'admission a été demandée;

— la nature, le nombre, la catégorie des instruments financiers dont l'admission est demandée et la description succincte des droits qui y sont attachés;

— dans la mesure où elle est connue, la situation actuelle de l'actionariat de l'émetteur;

— le cas échéant, l'indication des règles applicables en matière de détention de participations importantes;

— la composition des organes d'administration, de direction et de surveillance de la société et les fonctions exercées par chacun des membres;

— une description succincte de l'évolution du cours des instruments financiers sur le marché étranger au cours de la dernière année;

— les renseignements destinés spécifiquement au marché et concernant en particulier le régime fiscal des revenus, les organismes financiers qui assurent le service financier et, le cas échéant, ceux qui interviennent en diverses qualités lors de l'admission ou ultérieurement ainsi que le mode de publication des avis destinés au public;

— l'attestation des personnes qui assument la responsabilité des renseignements fournis, certifiant que ces données sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à altérer la portée du document;

— les modifications ou évolutions significatives récentes;

4° l'ensemble des documents visés sous 3° est rendu public en Belgique selon les modalités prévues aux articles 11 et 12 du présent arrêté.

Les alinéas 2 et 3 ne sont pas applicables à la demande d'admission à la négociation sur un marché secondaire belge accessible au public, autre que le premier marché d'une bourse de valeurs mobilières, d'instruments financiers d'émetteurs dont le siège social est établi en Belgique. Cette exclusion ne s'applique pas aux émetteurs belges dont les instruments financiers étaient déjà admis à la négociation sur un marché réglementé étranger à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 octobre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

alle verplichtingen die haar worden opgelegd inzake informatieverstrekking en toelating tot de verhandeling;

3° alle volgende stukken op voorhand worden voorgelegd aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen :

a) de laatste gecontroleerde geconsolideerde jaarrekening en, zo er geen is, de laatste gecontroleerde jaarrekening en alle bijbehorende verslagen en toelichtingen;

b) het laatste halfjaarlijks of kwartaalverslag over het lopende boekjaar als dit reeds openbaar gemaakt is;

c) alle prospectussen of gelijkwaardige stukken die door de uitgevende instelling zijn gepubliceerd in de twaalf maanden vóór het verzoek om toelating tot de verhandeling in België;

d) een stuk met de volgende inlichtingen indien die niet zijn opgenomen in de stukken bedoeld in de punten a), b) en c) :

— de verklaring waaruit blijkt dat de toelating is gevraagd tot de verhandeling op een voor het publiek toegankelijke Belgische secundaire markt die niet de eerste markt van een effectenbeurs is;

— de vermelding van de secundaire markt waarvoor de toelating is gevraagd;

— de aard, het aantal en de categorie van de financiële instrumenten waarvoor de toelating wordt gevraagd en de beknopte beschrijving van de eraan verbonden rechten;

— de huidige situatie van de aandeelhouderskring van de uitgevende instelling, voor zover bekend;

— in voorkomend geval, de opgave van de geldende regels voor het bezit van belangrijke deelnemingen;

— de samenstelling van de bestuurs-, leidinggevende en toezicht houdende organen van de vennootschap en de door de individuele leden daarvan uitgeoefende functies;

— een beknopte beschrijving van het koersverloop van de financiële instrumenten op de buitenlandse markt tijdens het voorbije jaar;

— de specifiek voor de markt bestemde inlichtingen en meer bepaald over het fiscale stelsel voor de inkomsten, de financiële instellingen die de financiële dienst waarnemen en, in voorkomend geval, de financiële instellingen die in verschillende hoedanigheden optreden bij de toelating of naderhand, alsook de wijze van bekendmaking van berichten voor het publiek;

— de verklaring van de personen die verantwoordelijk zijn voor de verstekte informatie dat deze informatie in overeenstemming is met de feiten en dat geen gegevens zijn weggelaten waarvan de vermelding de strekking van het stuk zou wijzigen;

— de relevante recente wijzigingen of ontwikkelingen;

4° alle sub 3° bedoelde stukken worden in België openbaar gemaakt overeenkomstig de regels vastgelegd in de artikelen 11 en 12 van dit besluit.

Het tweede en derde lid zijn niet van toepassing op aanvragen van uitgevende instellingen met maatschappelijke zetel in België om toelating van hun financiële instrumenten tot de verhandeling op een voor het publiek toegankelijke Belgische secundaire markt die niet de eerste markt van een effectenbeurs is. Die uitsluiting geldt niet voor de Belgische uitgevende instellingen waarvan de financiële instrumenten op het ogenblik dat dit besluit in werking treedt reeds zijn toegelaten tot de verhandeling op een buitenlandse markt. ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 oktober 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT